



**Une réunion de haut niveau sur la collecte des frais de douane via téléphone s'est tenue hier mercredi 21 octobre 2020 à dans la salle de conférence du Ministère des Postes et Télécommunications, a appris 237actu de 237online.**

Au cours de cette rencontre de travail co présidée par le Ministre des Postes et Télécommunications Minette Libong Li Likeng, et son homologue des Finances Louis Paul Motaze, informe le journal en ligne citant une source officielle, le Directeur de l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART), a fait une présentation sur le niveau de mise en œuvre de la plateforme PayNow, servant à la collecte des frais de douane via téléphone, les difficultés rencontrées mais aussi les solutions.

Mais le problème de fond qui se dégage au sujet de cette réunion est celui de son opportunité, et du bien fondé d'une telle entreprise qui de surcroît engage les caisses déjà exsangues de l'Etat, dans la mesure où toute cérémonie a un coup financier. Pourtant, suite à la note du Secrétaire Général de la Présidence de la République Ferdinand Ngoh, relayant les hautes instructions du Chef de l'Etat, on s'attendait que les deux Ministres cités plus haut, annulent cette réunion qu'ils avaient programmé bien avant la note du SGPR, qui du reste est sans ambiguïté, lit-on sur 237 online.

En effet, Paul Biya a demandé à son gouvernement de suspendre les nouveaux droits de

douane prévus pour les appareils téléphoniques.

Le chef de l'Etat suspendait ainsi une mesure du ministère des Postes et des Télécommunications. C'est une réforme qui visait à mettre fin aux manœuvres frauduleuses de certains importateurs de téléphones et tablettes numériques.

Elle prévoyait notamment le paiement d'une taxe douanière de 33,05% du prix d'achat de l'appareil. Le président Paul Biya a alors arbitré en faveur des usagers.

Il a demandé à son Premier Ministre de « **faire surseoir à la mise en œuvre de la collecte par voie numérique des droits de douane et taxes sur les téléphones et terminaux importés** ». Par ailleurs, le chef de l'Etat a demandé « **un mécanisme plus approprié de recouvrement desdits droits de douanes et autres taxes** ».